

La répartition de la balance canadienne des paiements a revêtu le même caractère bilatéral en 1966; un excédent provenant des transactions avec les pays d'outre-mer a comblé partiellement un déficit avec les États-Unis. Un excédent important de 1,200 millions de dollars, soit près des trois quarts du déficit courant avec les États-Unis, réalisé dans les transactions avec les pays d'outre-mer a contribué à réduire le déficit global du Canada à 424 millions en 1964, soit le déficit le plus faible en dix ans environ. Tandis que le déficit des transactions en biens et services avec les États-Unis a radicalement augmenté en 1965, atteignant 1,937 millions et par la suite 2,017 millions, l'excédent actuel avec les pays d'outre-mer a baissé, tombant au-dessous de 900 millions et représente moins de 45 p. 100 du déficit avec les États-Unis. Le déficit courant du Canada avec tous les pays étrangers s'établissait à 1,130 millions en 1965 et 1,137 millions en 1966. Pour la première fois au cours des années 1960, l'excédent courant du Canada avec la Grande-Bretagne a fléchi de 505 millions à 421 millions en 1966, mais l'excédent avec les autres pays a augmenté d'environ 50 p. 100, passant de 302 millions à 459 millions.

Mouvements de capitaux.—En 1966, le Canada a continué de puiser abondamment aux ressources matérielles et financières des autres pays du monde; l'entrée nette des capitaux (sans le changement des réserves officielles de devises), au montant de 778 millions, représente environ 60 p. 100 de l'entrée nette de 1,287 millions en 1965, et approximativement la même entrée que celle enregistrée en 1964. Les mouvements de capitaux placés à long terme, qui comprennent les mises de fonds directes, les transactions de valeurs de portefeuille, les emprunts des administrations publiques et autres placements à longue échéance, se sont élevés à 1,024 millions en 1966, soit une augmentation de près d'un cinquième par rapport au total de 864 millions de l'année précédente. Au cours de la dernière décennie, ces entrées de capitaux à long terme ont excédé le déficit des transactions en biens et services ordinaires en 1958, 1961, 1963 et 1964. Pendant cette période, et sauf pour les sorties nettes de 33 millions en 1964 et 264 millions en 1966, les mouvements de capitaux à court terme ont consisté en entrées pour la plus grande partie de leur volume. Cette effluence de capitaux contrastait de façon radicale avec l'affluence nette de 423 millions en 1965, cet important décalage étant attribuable dans une large mesure aux transactions des banques à charte en devises étrangères.

Des bas niveaux de 280 millions en 1963 et 270 millions en 1964, l'entrée nette de capitaux de placements directs dans les entreprises d'obédience étrangère au Canada s'est élevée à 535 millions en 1965 et a atteint le chiffre sans précédent de 710 millions en 1966. Dans l'ensemble, les entrées ont continué à témoigner de mises de fonds des sociétés commerciales étrangères dans leurs filiales et leurs succursales, contribuant ainsi à la formation de nouveaux capitaux au Canada; c'est dans les entreprises de fabrication, ainsi que les industries du pétrole et du gaz naturel que les sommes les plus importantes ont été investies. Les investissements directs de capitaux canadiens à l'étranger ont été évalués à 20 millions en 1966; ce montant nettement plus faible que la sortie moyenne des capitaux au cours des dernières années témoigne de la vente par une société pétrolière canadienne de sa filiale étrangère. Les entrées de capitaux (645 millions de dollars en 1964), découlant de transactions en valeurs canadiennes et étrangères, ont égalé le volume des dernières années 1950, mais ont baissé jusqu'à 546 millions en 1965 et à 303 millions en 1966, nonobstant la vente accrue de nouvelles obligations canadiennes. Une demande officielle adressée aux emprunteurs canadiens à la fin de 1965 les priant de différer la livraison du produit des ventes aux États-Unis a contribué à augmenter l'entrée des capitaux provenant des nouvelles émissions d'obligations à plus de 1,400 millions en 1966. Cette entrée a été contrebalancée en partie par les remboursements d'obligations canadiennes qui ont atteint environ 500 millions, dont environ 150 millions en rachats spéciaux de valeurs du gouvernement en